Climat : le charbon dans tout ça ?

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 15 octobre 2015

Un des enjeux pour limiter le dérèglement climatique est de respecter le seuil moyen d'élévation de température en dessous les 2 ° C par rapport à celle de 1990 (aujourd'hui, nous en sommes à +0.8°), et de diminuer drastiquement, dans les années qui viennent, l'emploi d'énergie fossile et, en premier lieu, l'utilisation des centrales électriques au charbon. A chaque fois que l'on rappelle cette urgence, un certain nombre de pays (Allemagne, USA, Chine,...) sont pointés comme mauvais élèves, mais qu'en est-il exactement ?

La transition énergétique doit-elle passer par le charbon ?

Le cas allemand !

Le cas de l'Allemagne est souvent décrié comme exemple, notamment en France, pour essayer de démontrer que de sortir de l'énergie nucléaire, c'est, de facto, augmenter l'emploi du charbon et donc ses émissions de gaz à effet de serre.

Il est vrai qu'après avoir décidé, en 2011, de sortir de la production d'électricité par l'énergie nucléaire, l'Allemagne est devenue un des plus gros pollueurs de l'Europe en termes de dioxyde de carbone (CO₂). Si cette « sortie » se traduit par une montée spectaculaire des énergies renouvelables qui représentent désormais 27 % de l'électricité produite, elle provoque également un recours massif au charbon et au lignite (plus de 45 % de la production d'électricité). Les énergéticiens ont préféré le charbon au gaz, pourtant deux fois moins polluant, en raison du prix du charbon et du prix bas de la tonne de CO₂. En effet, à ce pari s'ajoutent deux effets : bien sûr une pollution importante, mais aussi un coût dû aux accords Européens sur les droits à polluer. Chaque entreprise qui consomme plus de 20 mégawatts par an se voit attribuer un quota d'émissions de CO₂, et, si elle ne les

utilise pas, elle peut les revendre à d'autres entreprises. Les énergéticiens dépassent d'une façon importante leur quota d'émission, mais principalement du fait de la crise des industriels de la sidérurgie, ces entreprises sont en excédent. Pour donner une échelle de grandeur, en 2014, si l'on regarde seulement RWE, cette entreprise, parce que déficitaire, a dû déboursier 1 milliard d'euros (7.45 euros la tonne). Le charbon est aussi victime de la concurrence du gaz de schiste et du fléchissement de la consommation chinoise. Des deux côtés de l'Atlantique, les cours du charbon sont tombés, ces dernières semaines, à leur plus bas niveau depuis une dizaine d'années. Mais ces choix sont de plus en plus contestés et le gouvernement Allemand maintient ces objectifs de réduction de ses émissions en CO2.

Objectif climatique allemand.

Se débarrasser de ce boulet !

Réduction de 40 % d'ici à 2020 ses émissions de CO2 par rapport à 1990. Elle en est actuellement à 27 % de réduction...

La décision de maintenir cet objectif intervient 5 mois avant la conférence internationale de Paris en décembre 2015. Malgré le nombre d'emplois et les profits qu'elle génère, cette décision va entraîner la mise en arrêt de plusieurs centrales à charbon. Début juin, la phrase de la chancelière allemande Mme. Merkel « Décarbonisation de l'économie », a fait un bruit de canon et, depuis, l'industrie du charbon broie du noir.

Soumise à une très forte pression de l'opinion publique, des ONG et des associations internationales, mais aussi de certains états, le gouvernement allemand veut rapidement se débarrasser de ce boulet et redorer sa cote internationale dans la lutte climatique. On devrait assister dans ces prochaines années à un nouvel accélérateur de la mise en place des énergies recouvrables, qui ne sont plus, pour eux, des nouvelles énergies. L'Allemagne veut faire la démonstration qu'un pays riche peut – à la fois – décarbonner son économie et sortir de l'énergie nucléaire.

L'ONG Oxfam, se demande si c'est l'aboutissement de la prise de conscience que : « Chaque centrale à charbon peut être

considérée comme une arme de destruction du climat qui intensifie les conditions météorologiques changeantes, aux conséquences désastreuses sur les récoltes, accroît la hausse des prix alimentaires et, en fin de compte, augmente le nombre de personnes en proie à la faim ». L'ONG, souligne dans un rapport publié samedi 6 juin 2015 et intitulé « Qu'ils mangent du charbon ». « Il est temps que les dirigeantes et dirigeants du G7 prennent conscience que leurs politiques énergétiques aggravent la faim dans le monde. »

Et l'avenir : « Noir c'est Noir », ou « rayon de soleil » ?

Un simple constat, montre que si nos sociétés ne changent pas fondamentalement de logique : celle de la croissance et du profit financier et les règles en cours d'un système libéral de plus en plus incontrôlable et extrême, cette transition énergétique ne se fera pas ou dans des conditions si mauvaises que les contradictions, les contraintes, les limitations, seront accompagnées par d'énormes injustices et d'inégalités qui accentueront les tensions internes et externes des différents pays et continents et qui conduira à l'extension de la barbarie.

Les états occidentaux veulent un accord qui ne dérangerait pas les règles du jeu, un accord qui serait possible sans basculement, alors qu'il faut des révolutions et accepter de mettre de la radicalité (de racine) dans les décisions en remettant en cause notre mode développement actuel.

THE END OF COAL!

Gilles Monsillon.